

**AVALIATION
DES
PLATES-FORMES
DE
DAKAR
ET
BEIJING**

**LES FEMMES EN L'AN 2000: "EGALITÉ ENTRE
LES SEXES, DEVELOPPEMENT ET PAIX VERS
LE 21ÈME SIÈCLE".**

pour la paix, formant un grand mouvement qui a permis de pressoir le Gouvernement à...

si de la paix. Racines de Paix est un organisme non lucratif et englobe les...

leur message sur les questions. Par conséquent, la création de gouvernement, volontaire, non femmes qui luttent pour la paix. Son objectif social fondamental...

ment des actions pour la consolidation de la nation de la paix.

paix et la reconstruction nationale.

de la pauvreté. Elle n'a pas accès aux services de base de l'assainissement...

La Femme et la pauvreté. En Angola, 67% de la population services de base de l'assainissement aujourd'hui dans des lieux du pays.

de la pauvreté, puis désarticulant complètement les systèmes économiques et sociaux...

La violence qui...

du secteur informel dans l'économie de l'Angola...

car son encaissement politique...

d'attention, parce que...

représente une grande partie de source d'emploi...

Dans le cadre de la politique qui combat la pauvreté...

la politique du combat à la pauvreté et sur l'initiative du Ministère de Famille et Promotion de la Femme...

un programme national pour l'implémentation de...

un programme national pour l'implémentation de...

au crédit des classes plus pauvres de la population...

particulière...

de la femme...

L'éducation...

de la société angolaise développe dans le sens de...

et la société angolaise développe dans le sens de...

en tant que base et du présent...

et les disparités entre les sexes à l'accès à l'éducation...

on voit l'équilibre entre les filles et les garçons...

des élèves continuent leurs études au-delà de la...

on voit l'équilibre entre les filles et les garçons...

des raisons économiques et sociales, et spécialement les grossesses et les mariages précoces.

de l'éducation, d'arrangement on constate une diminution pour les filles...

de l'éducation, d'arrangement on constate une diminution pour les filles...

de l'éducation, d'arrangement on constate une diminution pour les filles...

de l'éducation, d'arrangement on constate une diminution pour les filles...

de l'éducation, d'arrangement on constate une diminution pour les filles...

de l'éducation, d'arrangement on constate une diminution pour les filles...

de l'éducation, d'arrangement on constate une diminution pour les filles...

de l'éducation, d'arrangement on constate une diminution pour les filles...

de l'éducation, d'arrangement on constate une diminution pour les filles...

de l'éducation, d'arrangement on constate une diminution pour les filles...

de l'éducation, d'arrangement on constate une diminution pour les filles...

de l'éducation, d'arrangement on constate une diminution pour les filles...

de l'éducation, d'arrangement on constate une diminution pour les filles...

de l'éducation, d'arrangement on constate une diminution pour les filles...

... l'Organisation de la Femme
... le service de planification familiale.
... avec le Ministère de la Santé au niveau
... dans les provinces de

Angolaise)
de Luanda
national à cap
(Mexico, Namib
En 1997, le M

... capacité 1.862 sages femmes et reculant 722 au niveau

... et distribution des
... l'existence de 597 médecins p

... sur les questions d
... Ce programme compte avec l'appui de l'O
... ce qui concerne le
... pour soigner la popula

... dans tout le pays, le nombre est très insuffisant

... population de près de 12.204.000 habitants, et la plus

... à Luanda (369)

... Sur l'éducation en MTS, SIDA et HIV, Form

... sexuellement transmissible (MST) et le SIDA en collaboration avec le Programme National de

... Self (2) ONG

... la lutte contre le SIDA, notamment:

- L'Action pour la Vie
- Association de Miséricorde et Solidarité de l'Angola
- L'Éducation et l'Information du SIDA (EISIDA)
- Association Angolaise de Lutte contre le SIDA (AALSIDA)
- Groupe d'Activistes Anti-Sida (GAASIDA)
- Fish et Angobeta

En 1994, ces ONG s'ont préparé les instruments de base pour l'éducation sexuelle dans les écoles, financé par le FNUAP et l'UNICEF. En 1998, ces ONG s'ont constitués un réseau qui s'appelle ANASO.

Il a été créé un centre d'appui aux adolescents, où se réalisent leurs activités en information, éducation et communication (IEC) et développement des entreprises dans les écoles de la communauté avec la collaboration des Ministères de la Santé (programme de la santé scolaire), de l'éducation et de la Réinsertion sociale. Ce programme est financé par le FNUAP.

6. La Femme, l'Environnement et la Gestion des Ressources Naturelles

D'une manière générale, nous pouvons affirmer qu'il y a eu peu de progrès dans ce domaine, en tenant compte du principe de l'écologie, qui réside dans l'interaction des êtres vivants et son milieu.

L'instabilité que le pays vit provoquée par les conflits armés se traduit négativement sur la

capacité de l'environnement de répondre aux besoins de base de la femme, parce qu'elle est en contact permanent avec la nature.

Les principaux problèmes de l'environnement sont les migrations des populations rurales vers les zones urbaines de l'insécurité, la déforestation provoquée par la pression dans les écosystèmes arborés.

Un indice de la pauvreté (67% de la population urbaine vit en dessous de la ligne de pauvreté absolue, 3% de la pauvreté absolue).

La déforestation pour l'utilisation du charbon et du bois, les conditions non favorables à l'assainissement, la pollution de l'air, la pollution de l'eau, la pollution de la formation et l'information des femmes, l'usage irrégulier de l'environnement et l'absence d'une grande pression sur l'environnement.

Les femmes rurales ont un accès limité à la terre, à l'eau, à la santé, à l'éducation, à la formation, à l'information, à la participation politique, à la prise de décision, à la gestion des ressources naturelles, à la gestion des ressources minérales, fluviales et forestières.

Les femmes sont les principales productrices (70-80%) des aliments de base et satisfont 90% des besoins en eau et combustible.

Il y a lieu de souligner aussi l'habileté de la femme rurale quant à la transformation des produits agricoles, étant la principale promotrice des échanges et relations commerciales entre la ville et la campagne.

En ce qui concerne l'accès et l'utilisation de la terre, le droit positif angolais a établi des règles entre l'homme et la femme.

La participation politique de la femme angolaise protège la femme du point de vue social, politique et économique. Elle vise à promouvoir l'égalité de la situation de la femme. En ce qui concerne son droit et bien-être, elle soit présente dans la prise des décisions.

Pour cela, toute la société doit travailler pour promouvoir et implémenter les actions qui visent à éliminer la discrimination en faveur de la femme dans les domaines de l'éducation, de la santé et nutrition, en tenant compte qu'actuellement le nombre des femmes dans l'exercice de fonctions publiques ou politiques est insuffisant.

Faisons un peu une rétrospective. En 1992, lors des premières élections multipartites en Angola, le Parlement ou l'Assemblée Nationale composée de 220 députés, dans lesquels se trouvaient 36 femmes contre 184 hommes, et a même un parti politique a proposé une femme

comme candidate à la Présidence de la République.

Avec la formation du Gouvernement d'Union et Reconciliation Nationale (GURN) en 1997, qui était composé de 31 Ministres, dans lequel 4 Femmes Ministres et 42 Vice-Ministres dont 8 Femmes Vice-Ministres.

Au niveau de la Magistrature, il y a nécessité de stimuler la rentrée des femmes dans la carrière de la magistrature, ceci pour injecter l'équilibre dans l'exercice de l'action publique sur la base du principe d'égalité consacré dans la Loi Constitutionnelle.

Actuellement, il existe 187 Magistrats, dont 24 Femmes. Sur les 24 Femmes, 9 sont Procureuses, 15 sont Procureuses adjointes et 15 sont Procureuses Municipales de la République et un autre 13 Femmes juges.

Il est pourquoi, il est recommandé des actions positives de la part des partis politiques pour assurer une représentation saine des femmes. Cela ne veut pas dire qu'il faut nécessairement avoir des femmes dans la politique en nombre significatif, mais ces femmes doivent représenter les valeurs féminines. Femmes qui se préoccupent avec l'impact des politiques des femmes, pour

assurer l'équilibre dans l'exercice de l'action publique sur la base du principe d'égalité consacré dans la Loi Constitutionnelle.

Actuellement, il existe 187 Magistrats, dont 24 Femmes. Sur les 24 Femmes, 9 sont Procureuses, 15 sont Procureuses adjointes et 15 sont Procureuses Municipales de la République et un autre 13 Femmes juges.

Il est pourquoi, il est recommandé des actions positives de la part des partis politiques pour assurer une représentation saine des femmes. Cela ne veut pas dire qu'il faut nécessairement avoir des femmes dans la politique en nombre significatif, mais ces femmes doivent représenter les valeurs féminines. Femmes qui se préoccupent avec l'impact des politiques des femmes, pour

assurer l'équilibre dans l'exercice de l'action publique sur la base du principe d'égalité consacré dans la Loi Constitutionnelle.

Actuellement, il existe 187 Magistrats, dont 24 Femmes. Sur les 24 Femmes, 9 sont Procureuses, 15 sont Procureuses adjointes et 15 sont Procureuses Municipales de la République et un autre 13 Femmes juges.

Il est pourquoi, il est recommandé des actions positives de la part des partis politiques pour assurer une représentation saine des femmes. Cela ne veut pas dire qu'il faut nécessairement avoir des femmes dans la politique en nombre significatif, mais ces femmes doivent représenter les valeurs féminines. Femmes qui se préoccupent avec l'impact des politiques des femmes, pour

assurer l'équilibre dans l'exercice de l'action publique sur la base du principe d'égalité consacré dans la Loi Constitutionnelle.

Actuellement, il existe 187 Magistrats, dont 24 Femmes. Sur les 24 Femmes, 9 sont Procureuses, 15 sont Procureuses adjointes et 15 sont Procureuses Municipales de la République et un autre 13 Femmes juges.

3. Les Droits de la Femme reconnus par la Loi; Les Droits Humains et la Violence contre la Femme.

3.1. Les Droits reconnus à la femme.

La Loi Constitutionnelle Angolaise dans son article 18, consacre l'égalité de droit et devoir entre l'homme et la femme, et le principe qui condamne la discrimination sexuelle.

Ce principe a été renforcé lors de la révision constitutionnelle de 1991, qui a consacré le système multipartiste et qui a donné un grand retouche aux principes fondamentaux sur les droits et les devoirs des citoyennes.

Le principe fondamental sur l'égalité se réfère à la famille, et consacre un statut où l'homme et la femme sont égaux, jouissant des mêmes droits et devoirs. Ces principes ont été renforcés par la loi générale du travail, le code de la famille et les lois de la sécurité sociale qui consacrent

ce précepte constitutionnel de l'égalité à aussi introduire les lois, particulièrement dans les domaines du droit de parti

Les principes les moins sont formels. La femme a le droit au travail, à la propriété de terre ou à d'autres biens, à l'activité contractuelle, à l'habitat, à

ou à être traduit en justice sans avoir l'autorisation d'aucun du tuteur. Les relations familiales en Angola sont

aboli par la loi n° 1/86 du 21 Février. Cette loi consacre entre autres, le principe de la protection des enfants hors mariage, une division équitable des tâches et des responsabilités au sein de la famille, ainsi comme l'égalité entre l'homme et la femme dans tous les domaines de la vie familiale (éducation des enfants, leurs relations particulières, problèmes matrimoniaux, et

questions liées aux divorces.

3.2. Les Droits Humains

Les droits de la femme sont reconnus comme droits humains, et jouissent de tous les droits humains. L'Angola fait partie intégral des Etats signataires de la Charte des Droits de l'Homme et elle a ratifié diverses conventions et traités internationaux.

L'application pratique des Droits fondamentaux des citoyens, appliquant la loi conformément à ces traités.

On constate parallèlement que tous les citoyens sont égaux devant la loi, mais en vertu d'une violation aux droits humains dans la société angolaise, soit par connaissance et évisème, soit par ignorance.

3.3. La Violence contre la Femme

La restriction de la liberté de la dignité et du mouvement constitue en même violation aux droits de l'homme.

Cependant, la violation contre la femme, en échelle croissante dans le monde, est publiquement tolérée. Certains actes de violence pratiques contre les femmes ne pas considérés comme crime devant la loi, devant certaines coutumes, devant le peuple par les tribunaux et cela quand ils (les actes de violence) ne sont pas imputés aux victimes. Cette situation est fréquente dans tous les pays du monde et peut aussi

être aussi les différentes classes, races, âges et travail. Ainsi les frontières établies par les tribunaux, en même temps, d'autres formes de discrimination et d'oppression.

La violence contre la femme n'est pas un problème qui touche seulement les femmes pauvres du tiers monde, mais il existe aussi dans les pays industrialisés. Cependant, cette situation est aggravée par d'autres facteurs, comme par exemple, la situation des conflits armés, les guerres, la dégradation des valeurs sociales et familiales et surtout par la pauvreté et le manque de biens

matériels.

La violence contre la femme dans le monde, peut être considérée comme le résultat de la violation du droit de la femme, et comme des formes de violation de droit de la femme.

est la violence en toutes ses manifestations, à commencer par la violence des femmes à la
raison, le déshonneur, la violation, la mutilation génitale, l'abus sexuel féminin, et parfois la
mort.

et toutes les "offenses, les sévices et ce". Aujourd'hui les femmes ont le ob
Familia et Promotion de la Femme, les grâce au travail réalisé entre le
la "UNDA" la réalisation de la reconnaissance internationale des femmes et harri

- On assiste aussi à beaucoup d'engagements des femmes dans des associations d'artistes.

11. La Petite Fille

L'analyse effectuée pour évaluer la situation de la petite fille, la femme ce d situation est complexe, tenant compte du bas niveau de formation et inform garçon.

La majorité de ces cas sont d'origine socio-politique et militaire et av d'éducation traditionnelle.

En conclusion, la situation de la petite fille est vraiment préoccupante dans